# Les lycéen·nes et étudiant·es ont des droits, ils et elles ont des revendications, elles doivent être entendues, pas réprimées

Comme cela a été porté lors des grèves du 29 septembre, les lycéen.e.s se mobilisent en raison du manque d'enseignant·es et de personnels (d'AESH, d'AED, d'infirmier·es…), des classes surchargées, des conditions d'études dégradées, d'établissements vétustes, et aussi de l'inquiétude face à leur avenir et la précarité qui touche une partie croissante des plus jeunes et de leurs familles. Elles et ils demandent la fin de Parcoursup qui amplifie la sélection sociale pour l'accès aux études.

Elles et ils subissent la réforme du « choc des savoirs », le bac Blanquer rendant illisible leur propre parcours scolaire, la réforme du bac professionnel, et connaitront bientôt l'indigence des moyens dans l'enseignement supérieur.

Les lycéen·nes et étudiant.es d'aujourd'hui sont les travailleurs et travailleuses de demain, ils et elles ne doivent pas payer le prix des politiques d'austérité.

Le projet de budget aggrave une situation déjà délétère.

Quand il manque des professeur·es, quand les classes sont surchargées, quand les bâtiments se dégradent et que les jeunes voient leurs perspectives d'avenir se réduire, la réponse ne peut être ni l'intimidation, ni la fermeture des établissements comme au Lycée Clément Marot à Cahors ou Champollion à Figeac.

Au contraire, l'expression lycéenne et étudiante doit pouvoir se faire sans entrave et dans un cadre démocratique, pacifique, libre et serein au sein des établissements. L'École et l'université forment les jeunes générations qui doivent pouvoir exercer leurs droits à s'exprimer, à manifester, à se réunir. De la DASEN (Directrice Académique des Services de l'Education Nationale) aux chefs d'établissements, telle doit être leur priorité.

Plus généralement, nos organisations s'opposent à ces fermetures et dénoncent les choix fait par le gouvernement aux abois de répondre à la colère de la jeunesse par la force et la répression policière : charges violentes, utilisation de gaz lacrymogène ou de LBD, multiplication des interpellations et des déferrements. La simple participation des lycéen·nes et étudiant·es aux mobilisations ne doit entrainer ni sanctions ni poursuites. Nos organisations apportent leur soutien aux personnels, étudiant·es et lycéen·nes blessé·es.

Le gouvernement doit apporter des réponses budgétaires et politiques immédiates aux revendications. La colère qui s'exprime est légitime. Le gouvernement porte une très lourde responsabilité dans l'aggravation de la situation. Nos organisations soutiennent la mobilisation en cours et appellent tous les personnels et étudiant·es à rejoindre massivement les actions organisées notamment le 6 octobre prochain y compris par la grève.

Avec plus de 3 000 lycéen·nes et étudiant·es interpellé.es depuis le début de la mobilisation et 170 blessé.es ainsi que des personnels, parfois gravement, cette répression est d'une ampleur sans précédent que nous condamnons avec force.

Comme nous l'avons fait déjà devant les établissements, nous serons le 5 et le 6 octobre aux côtés des lycéen·nes, étudiant·es et personnels de l'éducation mobilisés et au-delà si nécessaire.

Nous appelons toutes nos organisations, nos militant.e.s à protéger le droit des lycéen.nes à se mobiliser et à mettre à leur disposition les moyens nécessaires pour s'organiser, notamment en ouvrant les lycées, et autre lieu bourses du travail, maisons du peuple pour leur permettre de se réunir, en sécurisant les mobilisations en lien avec les organisations lycéennes et étudiantes.

Toutes et tous concerné.es ! Rejoignons les manifestations organisées partout par tous les moyens à disposition de nos syndicats, y compris par la grève dans le cadre notamment des préavis déjà déposés par plusieurs de nos organisations.

Le 6 octobre, faisons entendre une même exigence : les lycéen·nes et étudiant·es ont des droits, ils et elles ont des revendications, elles doivent être entendues, pas réprimées !

Rendez-vous devant les lycées de C.Marot, G.Monnerville, JF.Champollion dès lundi 5 à partir de 7h15.

**Rendez-vous devant les lycées de C.Marot, G.Monnerville, JF.Champollion dès lundi 5 octobre à partir de 7h15 pour permettre à nos jeunes d'exprimer leurs revendications dans un cadre pacifique et les protéger de toutes violences extérieures**